



## **Bangui, de l'urbanité des Kodoros à la dynamique du grand territoire**

Réinventer Bangui et ses différents quartiers comme un bien commun à développer en s'appuyant sur les modes de vie propres à la ville africaine, à ses centres d'intérêt et en valorisant son grand paysage.



Les Ateliers Association à but non lucratif créée en 1982 à l'initiative des urbanistes de la Ville Nouvelle de Cergy-Pontoise, les Ateliers sont un réseau international de professionnels, d'universitaires et de décideurs en matière d'aménagement urbain. Centrée sur la pratique de la maîtrise d'œuvre urbaine, l'association organise des ateliers envisagés comme un lieu de conception et de créativité collective. En France ou dans d'autres pays, ces ateliers apportent aux maîtres d'ouvrage un regard international et des propositions illustrées sur la stratégie territoriale et les projets d'aménagement urbain. Ils sont aussi, par la confrontation des métiers et des cultures, un lieu de remise en question des apprentissages et d'échange de haut niveau.

## Crédits et Remerciements

Ce document présente le sujet de l'atelier. Il est envoyé aux partenaires et à l'ensemble du réseau international des Ateliers, dans le but de mobiliser les candidatures de professionnels. Il est le fruit d'un travail collaboratif mené avec les acteurs locaux à Bangui à l'occasion de la mission exploratoire de juillet 2017 et par la suite. Nous tenons à remercier toutes les personnes rencontrées lors de la mission exploratoire et par la suite.

Nous tenons plus particulièrement à remercier :

Pour l'aide et l'accompagnement : le Ministère de l'Urbanisme, du logement social et de l'habitat de la République Centrafricaine, la Mairie de Bangui, le Ministère des Affaires étrangères de France, l'Ambassade de France, l'Agence Française de Développement

Pour leur expertise: Marie-France ADRIEN-RONGIER, Yves BOULVERT, Albert MAWA, Anne BURLAT, Emmanuel CHAVIN, Maude MARTIN,

Les assistants de la mission exploratoire : Guy TCHAKAM, Mesmin GUENGUEBE MBARI

Pour leur participation à la réunion de restitution de la mission exploratoire à l'AGETIP-CAF le 25 Juillet 2017 : Jean Bosco ABDERAMANE, Jules, ABEZOUA Jean-Claude ADJIZEKANE, Dieudonné Emery Patrice AYENGANDOM Sylvanus BANGOTO PAGATE, Caleb Adrien BANGUE, Christophe BAYLE, Alexis BERTHIOT-BENGO, Michel BINDO, Joseph BINYOUM, Nadège BONGOUANDE, Vincent BOURJAILLAT, Lamine Ousmane CASSE, Arthur DEZOGBA, Sylvain DJAMANY, Haroune DJOLIMARA, Eric FORCE, Aurelie FOUCAN, Aristide GANABO, Aymeric Dan GBEBANGUI, David GERMAIN-ROBIN, Diogene GON, Mesmin GUENGUEBE MBARI, Jean Pierre GUERET, Hugo HALIMI, Alexandre HAMARD, Massino HULOT, Rober KONINDJI, Emile Gros Raymond MAKOMBO, Alexandre MALEYOMBO, Modeste MANGOURALET, Cassidy MASRIRI, Daniel MERVEZ, Gabriel MINALOUME, Clotaire MINBAO BEN SEBA, Herve Francis MOKOSSESSE, Romaric N'GUESSAN, Francine Damien NDEMADE, Marcel NGANASSEM, Felix NGANGA, Gabriel NGOUAMIDOU, Jean Benjamin NGOZOTE, Junior OMBENGA, Medard OUESSEBANGA, Gabriel POUNABA, Camille ROMAN, M. SALMA BEN AISSA, Théotine SOULE, Guy TCHAKAM, Reine Nadège TCHENEBOU, Josias TEBERO & Véronique VALENZUELA

Pilotage de l'atelier et rédaction de l'appel à candidatures : Christophe BAYLE, Lamine Ousmane CASSE & Vincent BOURJAILLAT

Relecture : Comité d'Orientation Scientifique des Ateliers, équipe des Ateliers, Christine LEPOITTEVIN & Véronique VALENZUELA

Mise en page et cartographie : Terric JOUAILLEC



# L'atelier , un outil au service du développement territorial

L'atelier est organisé selon la méthode originale des Ateliers de Cergy, qui consiste à réunir à Bangui pendant 10 jours, des professionnels de pays et de métiers différents. Après quelques jours de découverte du territoire et de rencontre avec les acteurs, ils travailleront en équipes pluridisciplinaires dans le but de proposer des stratégies et des propositions de projets pour Bangui.

Les professionnels sont accompagnés par un comité local de partenaires qui réagiront et compléteront les propositions lors de différents moments d'échange.

A l'issue de l'atelier un jury, présidé par les autorités locales, fera ressortir les meilleures propositions de chaque équipe.

L'atelier est une plateforme d'échanges non-commerciaux. Tous les participants et personnes associées à la démarche sont bénévoles et non-rémunérés. Il n'y a pas de prix ni de marché à gagner. L'objectif est de participer à la construction collective d'une vision d'avenir pour la ville de Bangui.

<b>INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
<b>DECOUVERTE GEOGRAPHIQUE ET HISTORIQUE DE LA VILLE DE BANGUI</b>	<b>5</b>
1.1. A LA DÉCOUVERTE DE LA GÉOGRAPHIE DE BANGUI	5
1.2. INVITATION À LA VISITE DE BANGUI	7
1.3. LA FORMATION DU TISSU URBAIN	8
1.4. LE CONTEXTE D'UNE VILLE BLESSÉE ( OU LA PÉRIODE DE CRISE )	10
1.5. UNE DEMANDE DE RECOMPOSITION APRÈS LA CRISE	12
<b>LES DEFIS A RELEVER</b>	<b>16</b>
2.1. UNE VILLE À DÉCLOISONNER	16
2.2. UNE VILLE À DÉSSERER	18
2.3. LES LISIÈRES AGRICOLES SOURCES D'URBANITÉ	19
<b>MÉTHODOLOGIE</b>	<b>20</b>
<b>LE SUJET DE L'ATELIER</b>	<b>21</b>
<b>FORMAT ET CALENDRIER DE L'ATELIER</b>	<b>23</b>
<b>PROGRAMME DE TRAVAIL PRÉVISIONNEL</b>	<b>23</b>
<b>ÊTRE PARTICIPANT A L'ATELIER</b>	<b>24</b>
<b>FICHE D'INSCRIPTION</b>	<b>25</b>

# INTRODUCTION

À l'invitation de la Mairie de Bangui et du Ministère de l'urbanisme et du logement social, les ateliers internationaux de maîtrise d'œuvre urbaine organisent un atelier international d'urbanisme à Bangui réunissant des experts urbanistes centrafricains et étrangers pour engager avec la municipalité, les ministères et les acteurs locaux et internationaux, une démarche prospective pour la ville de Bangui. Ces experts en lien avec les acteurs locaux seront appelés à faire des propositions qui fassent émerger localement une vision d'avenir de la ville de Bangui. Dans un contexte de post crise il est important pour la population de Bangui de pouvoir se projeter demain dans une image positive de la ville alors que les conflits successifs ont déstructuré la vie Bangousoise.

Cette démarche se distingue des interventions de l'urgence mais ne les ignore pas. Elle vise précisément à identifier les marqueurs importants à actionner pour repenser à grande échelle une ville très contrainte par une géographie enclavée entre l'aéroport, la montagne, le fleuve, afin de prendre le support d'un projet entre les acteurs comme vecteur d'un dialogue collaboratif au sein des quartiers.

Cet atelier se déroulera dans un format spécifique pour des raisons liées au contexte de post crise à Bangui mais aussi du rôle que doit y jouer la société civile. La formule sera un peu différente des ateliers précédents ; ce qui amènera les futurs participants à produire des projets collectifs innovants dans un délai plus court. L'intérêt du choix de rétrécir la durée des ateliers réside dans le souci de ne pas trop réveiller les velléités qui peuvent être des sources de blocage.

Dans cette même logique, le format de cet atelier implique la mise en place d'une équipe moins étoffée. Ceci pour plusieurs raisons : Le déplacement d'une délégation trop importante pourrait créer des débordements pour une ville qui vient de sortir d'une crise. De plus une forte mobilisation pourrait créer un évènement disproportionné ou une attente non maîtrisée.

La volonté de partir des acteurs locaux, de la société civile, des écoles pour co-reconstruire la ville est la démarche privilégiée dans cet atelier. En effet, au-delà de ce document sujet qui permet de mieux cerner la thématique de cet atelier, des sessions participatives seront organisées en amont entre les acteurs locaux et la société civile pour faire émerger les premières impressions de la population sur le devenir de leur ville. Les idées qui sortiront de ces échanges seront éventuellement les points d'ancrage pour les futurs participants. Cette approche est une demande à la fois des bailleurs et des acteurs locaux qui soutiennent que la population doit être au cœur de ce projet de territoire.

Le présent appel à candidatures est destiné aux futurs participants mais aussi aux acteurs locaux, aux Collectivités locales, à L'État et aux

maîtres d'ouvrages intéressés dans la démarche. Il a un double objectif. Ce manuscrit s'adresse aux différents acteurs institutionnels, politiques, locaux, universitaires et professionnels pour que la démarche soit participative en tenant compte des préoccupations des différents intervenants de la ville.

Ce document représente le support, l'appel à candidatures, sur lequel vont s'appuyer les postulants pour soumettre leur candidature à participer à l'atelier de Bangui. Il comprend trois parties :

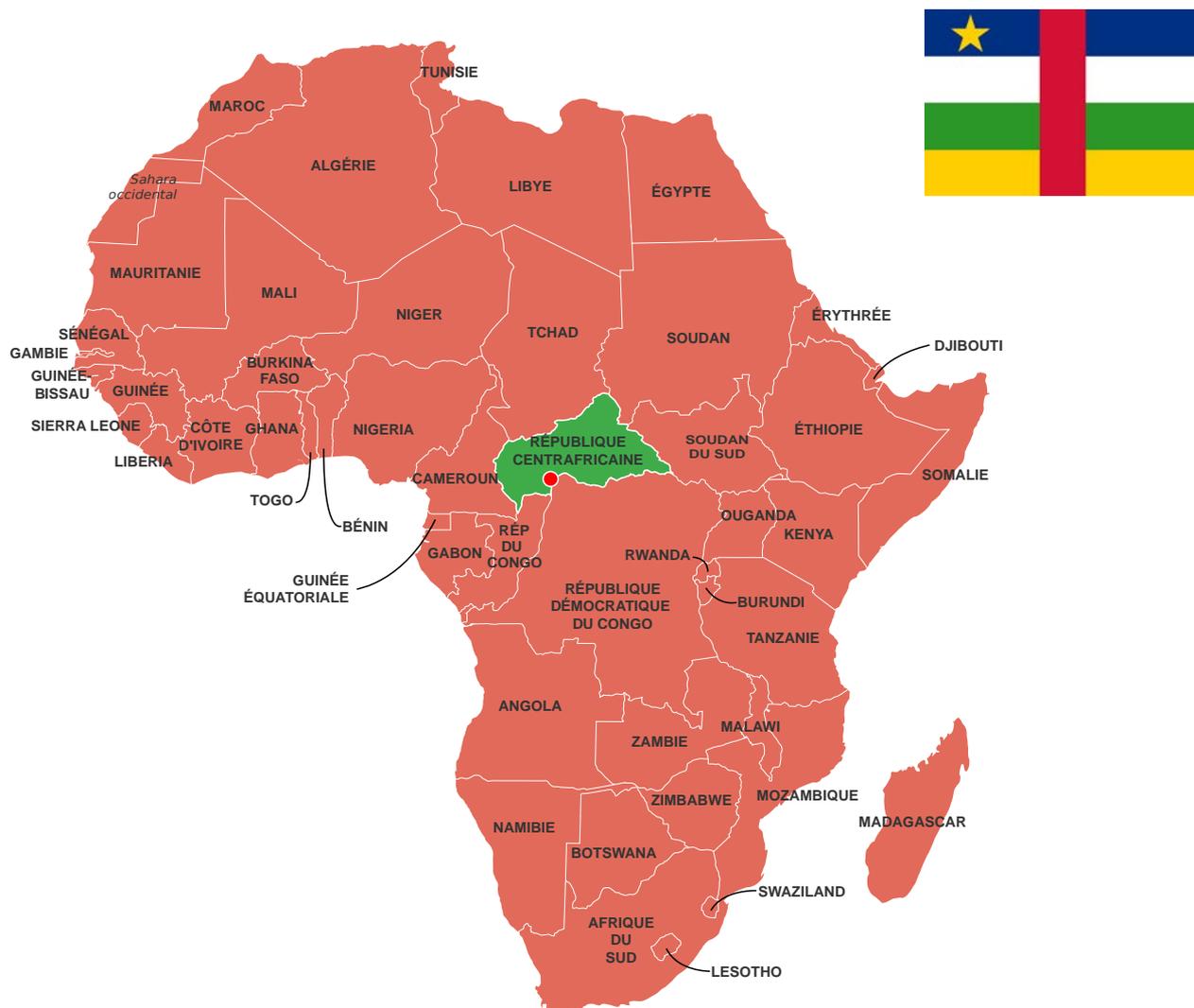
- La première partie permet d'entrer dans le sujet par une description de la zone d'étude. Elle rappelle la situation de crise qui a frappé la ville de Bangui afin de mieux appréhender le contexte de post-crise qui est à l'œuvre. Il s'agit de mettre en relief l'aspect sensible des mutations en cours à Bangui. Cette première partie intéresse à la fois les pouvoirs publics, les partenaires économiques, les acteurs locaux et les futurs participants qui auront besoin d'un langage commun afin de partager sur le devenir du contexte géographique et historique du site.

- La deuxième partie, porte sur les enjeux et défis. Il s'agit notamment de relever les grands points qui ont alimenté la problématique et les blocages sur lesquels il est important d'attirer l'attention des futurs participants. Le but est de mettre en exergue ce qui fait le défi aujourd'hui de la ville, afin d'en faire le socle de la réflexion collective. La méthode des ateliers est de mettre les partenaires autour de la table, afin qu'ils expriment leurs demandes tout au long du travail des ateliers.

- La troisième partie resserre à destination des futurs participants la méthodologie du travail de cet atelier en le décomposant en plusieurs axes de réflexions thématiques et une série de questions spécifiques. Elle vise, in fine, à amener les participants à réfléchir sur les moyens qui doivent permettre à la municipalité de se projeter dans un avenir dans un temps circonscrit, en allant à l'essentiel, pour faire de la ville de Bangui un territoire inclusif et redonner sa fierté à la ville.

# DECOUVERTE GEOGRAPHIQUE ET HISTORIQUE DE LA VILLE DE BANGUI

## 1.1. A LA DÉCOUVERTE DE LA GÉOGRAPHIE DE BANGUI



*Situation de la RCA sur le continent Africain*

Pays : République Centrafricaine (RCA)
Superficie du pays : 623.000 Km <sup>2</sup>
Population : 5,1 millions d'habitants (2013)
Densité : 7,2 hab/Km <sup>2</sup>
Pays limitrophes : Tchad (Nord), deux Congo (Sud), deux Soudan (Est) et Cameroun (Ouest).

## FICHE GEOGRAPHIQUE DE BANGUI

Ville : Bangui (Capitale de la Centrafrique)
Coordonnées géographiques : 4°21' et 4°26' de latitude Nord, 18°32' de longitude Est
Situation administrative : Préfecture avec 8 Arrondissements
Zones limitrophes : République Démocratique du Congo (Sud), commune de Begoua (Nord), commune de Kpale (Ouest) et vallée de la Landja (Est).
Paramètres climatiques : climat de type guinéen forestier
Pluviométrie : 1500 mm/an.
Température maximale moyenne annuelle : 32,4°C
Taux d'humidité moyen : supérieure à 50%.
Données de population : 2.000 Hab en 1911, 650.000 hab en 1988,+ 1 millions hab en 2009
Diversité ethnique : Mandjia Baya, Bakamandjia, Ali, Banda, Ndré, Oubangiens, Ngbaka, Yakoma, Banziri



Carte du découpage administratif de la Centrafrique

## 1.2 INVITATION A LA VISITE DE BANGUI

Au bord de l'Oubangui les pêcheurs de sable alignent à nouveau les tas de sable qu'ils extraient du fleuve en plongeant avec des paniers ajourés. C'est le signe de la relance de l'activité de construction. Sur l'autre rive, derrière une frondaison verte à perte de vue, se profile l'immense Congo. Côté Centre Afrique, les constructions se sont mises en retrait de cette rive, un brin hostile, d'où viennent les crues et autrefois les crocodiles. Le glacis protecteur vis à vis de l'étranger n'est pas à l'extérieur mais d'une certaine façon à l'intérieur de la frontière. Et à Bangui cela veut dire à l'intérieur de la ville. Ce qui fait qu'une partie de la ville n'aime pas trop son fleuve, et celle-ci n'a pas le front bâti que mériterait ce panorama parfait dessiné par la boucle du fleuve Oubangui. Tel n'est pas le moindre des paradoxes de cette ville qui doit tout de son origine à la morphologie de cet accident vasculaire du fleuve. En Juin 1889 Français et Belges de l'Etat indépendant du Congo fondent simultanément les postes de Bangui et de Zongo de part et d'autre des rapides au-delà desquels le fleuve Oubangui n'est plus navigable par les bateaux à vapeur. Ils cherchaient à vérifier après 70 jours de bateau depuis Brazzaville l'hypothèse improbable d'une liaison avec le Chari pour rejoindre le lac Tchad.

Si du côté du Congo le site est resté en état quasi naturel, ce n'est pas le cas du poste de Bangui qui s'est progressivement étoffé grâce à une administration française déléguant à des concessionnaires le soin de développer ce qui deviendra au détour des années 1930 une petite ville de 5000 habitants. Le site de « Bangui » avait quelque chose de puissamment attractif pour que les premiers colons y soient décidés à s'y implanter à partir d'un simple point d'arrêt morphologique, arrêtés par des rapides comme par une porte au coin d'une montagne puissamment arborée. Ce sont les ruptures de charges qui ont toujours alimenté l'activité urbaine et marchande, à proximité des villages, vivants des ressources du fleuve, les administrateurs polyvalents dessinèrent des routes à partir d'un point zéro situé à la Place de la République, un peu comme à Paris où la numérotation des rues démarre de la Seine, à partir duquel le tracé de voies s'est fait en éventail, couvrant progressivement la totalité du site jusqu'au kilomètre 12. Aujourd'hui le langage quotidien consacre cette expansion initiale, la Place de la République étant souvent désignée comme le Point Zéro. Cette capitale d'un pays de 623.000 km<sup>2</sup> garde la mémoire de son premier établissement sur le fleuve. De larges avenues bordées de manguiers de papayers et de citronniers reproduiront rapidement cette atmosphère – de jardin à la française - d'une

nature élégamment domestiquée par les arbres d'alignement. Le sens de la beauté innée du site a donné le « La » d'un niveau d'exigence paysagère élevé. Il ressort des témoignages des innombrables lettres anciennes repérées par le chercheur Yves Boulevvert et ce charme s'opère encore aujourd'hui. C'est qu'il fait bon vivre à « Bangui la coquette ».

Quant aux populations autochtones, qui seront dans un premier temps issues principalement des habitants du fleuve, elles sont tenues à l'écart du centre dans des villages maintenus à distance du cœur de ville, par un interdit invisible que l'on ressent encore physiquement lorsqu'on traverse la ville en s'éloignant du fleuve pour aller vers la partie évasée de son tracé en éventail. **Dans la suite de ce document ces villages seront désignés par le terme KODORO. Il faut noter que si au sens strict le mot signifie, en langue nationale, à la fois pays et région tandis que village et quartier se dit VAKA nous avons cependant choisis d'utiliser ce terme au sens que Marie-France Adrien-Rongier en donnait en 1981<sup>1</sup> à savoir des « quartiers qualifiés de spontanés par le système administratif éloignés parfois de plusieurs kilomètres du centre où vit et travaille la plus grande partie de la population banguissoise ».** On trouve aujourd'hui dans cette ancienne zone inconstructible des immeubles collectifs à l'architecture datée construits dans les années 1970. Au-delà l'agglomération est en réalité une succession de villages qui divisent la ville en 101 quartiers dont les noms sont d'origine divers. Quant au point zéro géographique, celui de l'accident paysager et du pas de débarquement autour duquel s'est organisée la toute première phase d'installation de la ville, il est encore visible, mais dans un état de délabrement tel, qu'il semble physiquement dévitalisé. C'est pourtant autour de lui que s'est opérée à la fin des années 1950 la phase de décolonisation qui sera inaugurée par la disparition prématurée et tragique du fondateur du récit Centre africain, Barthelemy Bogandé, dont le souvenir est très présent. La population agglomérée est environ de 100 000 habitants à l'indépendance. Ce point zéro signe la continuité entre la fin de la période coloniale et l'indépendance qui intervient dans les années 1960.

Une nouvelle porte d'entrée avait fait son apparition sous la forme d'une base aérienne en 1930, base militaire qui se ralliera au général de Gaulle en 1942. C'était un relais indispensable de l'aviation commerciale vers l'Afrique du Sud et

<sup>1</sup> Les kodro de Bangui : un espace urbain « oublié », Marie-France Adrien-Rongier in Cahiers d'Études africaines, 1981)

ndlr KODORO et KODRO sont deux graphie du même mot

Madagascar. Le cœur de l'Afrique devint un moment plaque tournante du trafic aérien, et la Centrafrique donne l'impression d'avoir trouvé sa vocation de centralité. Depuis 1967 l'aéroport a été déplacé plus à l'ouest sur le site de M'Poko. Et les terrains de l'ancien aéroport sont récupérés pour être urbanisés. Ce récit édifiant va toutefois s'interrompre avec la succession d'événements politiques qui ont mis les gouvernements de la république du Centre Afrique et la ville de Bangui en crise depuis 2002. L'organisation urbaine de la ville n'ayant fait l'objet, selon Marie-France Adrien-Rongier, que d'efforts limités avant et après l'indépendance. Ce n'est pourtant pas l'envie de poursuivre l'écriture de l'histoire de leur ville à la hauteur de sa géographie qui manque aux habitants. D'où vient en effet cette envie qui existe depuis plus d'un siècle?

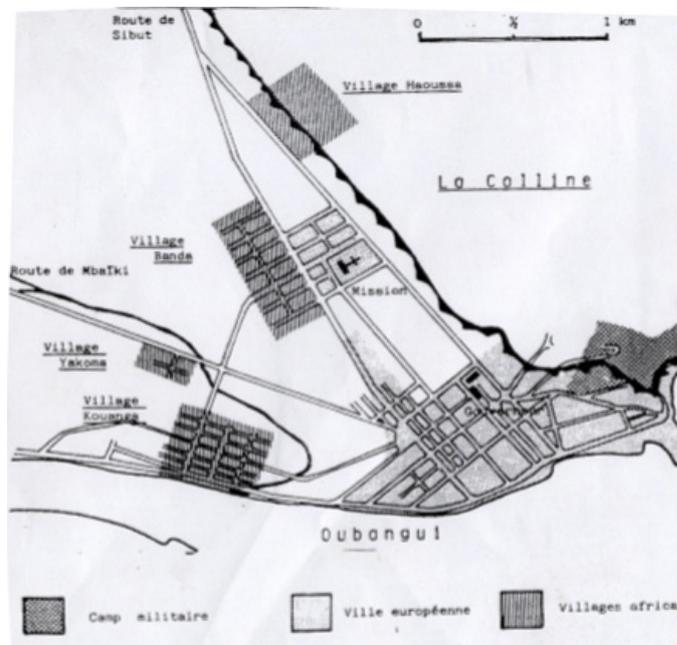
La ville ne se résume, ni à la boucle de son fleuve, ni à l'arrondi de sa colline et à son intense couverture végétale, ni à la soudaine turbulence des eaux du rocher qui signale le rétrécissement de son lit, ni même à cette extraordinaire pente douce qui s'évase en montant progressivement à mesure que l'éventail de son tracé s'élargit.

D'où vient-elle sinon de la rencontre de toutes ces qualités paysagères ( et peut-être un peu plus que le paysage ? les habitants,...) qui font de Bangui une « ville -paysage » qui invite à la créativité ? Toute cette histoire fait désormais partie de l'héritage et de l'identité de la ville.

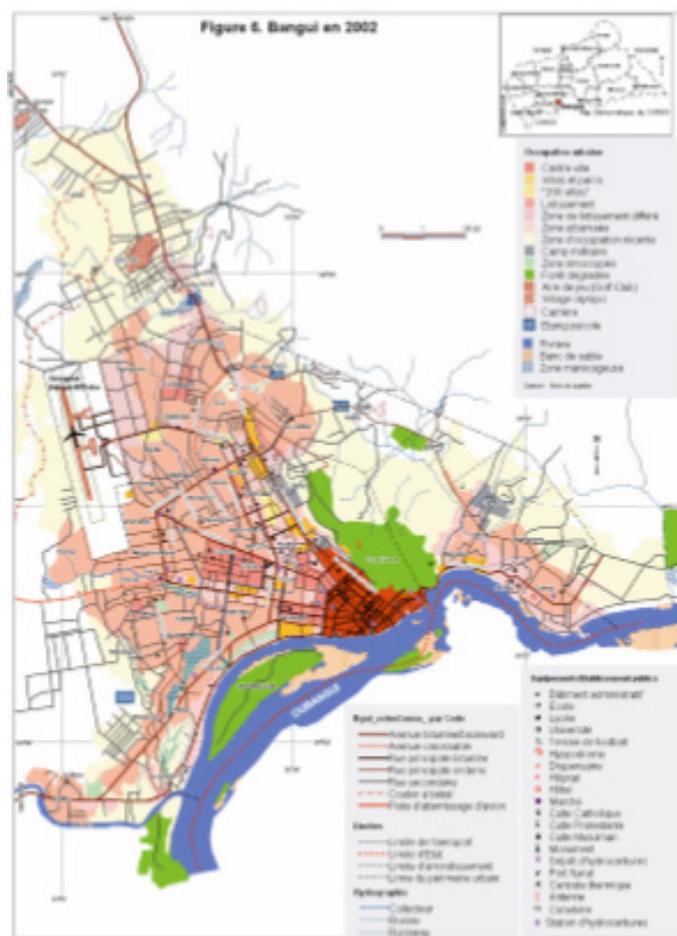
### 1.3 LA FORMATION DU TISSU URBAIN

Bangui a d'abord été le repère d'une administration dont les objectifs étaient de contrôler l'ensemble du territoire. Cette politique a favorisé la création de grands axes routiers. La capitale se trouve au carrefour de quatre axes essentiels : les routes de Sibut et Bali au nord, de Mbaki et de Kemble à l'Est. La ville a ainsi privilégié ses contacts avec les sites éloignés. L'environnement proche de Bangui a toujours été délaissé. Il n'a pas fait l'objet d'aménagement particulier.

Après l'indépendance, le processus de développement de la ville a profondément changé. Le point d'entrée dans la ville a, en effet, cessé de venir du fleuve et de son symbolique point zéro. Désormais les flux entrants prenaient la route du nord (par le PK 12) ou celle de Bimbo pour pénétrer dans la ville. L'axe économique est aujourd'hui relié prioritairement au port de Douala. Bangui avait depuis les années 1930 un schéma adapté à l'accueil des populations rurales le long de la rocade qui ceinture la ville , mais



Plan 1930, Dumas



Carte d'occupation du sol en 2002

les élites en ont nié la diversité des appartenances culturelle préférant les instrumentaliser. La frontière entre la ville administrative et la ville des kodoros s'est renforcée, d'une différence qualitative de l'habitat, certes, mais aussi du discours officiel des experts qui a comparé ces éléments constitutifs de la ville à ceux du centre administratif et des lotissements pour en opposer leur degré d'intégration urbaine, niant leur

vie de quartier et leurs qualités urbaines.

Ce qu'il faut comprendre c'est le caractère contraint de l'espace laissé à la capitale. Ce qui est paradoxal, c'est la concentration et la disproportion de la population de la capitale par rapport à celle de Pays. La République Centrafricaine couvre une superficie de 623 000 km<sup>2</sup> avec une population de près de 5 millions d'habitants ( 4,5 en 2003 -RPGH- et 5,1 en 2013) soit une densité faible d'environ 7 habitants au km<sup>2</sup>. Sur ces quelques 5 millions de personnes 43,1% ont moins de quinze ans . Pour la seule agglomération de Bangui la population a été estimée à 1,2 millions d'habitants, en 2016. Sur le plan administratif elle est enclavée dans la préfecture d'Ombelle M'Poko, ce qui limite ses capacités de déploiement et confirme le bien fondé des réformes administratives envisagées par la décentralisation. La population de la commune de Bimbo, passée de 3 900 habitants en 1975 à 276 000 habitants en 2016 dont 200 000 pour la partie agglomérée à Bangui, ne fait pas partie de la commune de Bangui. Tandis que la ville de Bangui passait de 301 000 habitants en 1975 à environ 835 000 habitants aujourd'hui, sans compter les réfugiés (HNO 2016). La nécessité d'harmoniser les objectifs de ces deux communes semble désormais inévitable et doit trouver un cadre institutionnel propice à cette convergence.

Cette organisation administrative qui fait débat aujourd'hui, n'a, en effet, pas permis d'anticiper l'afflux de nouveaux habitants générés par l'exode rural. Avec deux conséquences :

A- la première conséquence a été que la figure urbaine réalisée à l'époque coloniale n'était plus à l'échelle des besoins. En perdant sa fonction symbolique d'entrée, le point zéro est devenu un exercice formel inutile. Sa fonction a été déshabillée en quelque sorte. La représentation de la ville ne correspondait pas ou point à ce que vivaient les habitants.

B- la deuxième conséquence a tenu précisément au déplacement de l'ancien aéroport à l'intérieur des limites de la ville mais plus à l'ouest,

d'une part et d'autre part à la récupération des anciennes pistes d'aviations, non pour y accueillir de nouveaux habitants mais pour y bâtir, à l'instigation de J. Bedel Bokassa, « les 200 villas » de prestige censées construire une ville au rayonnement international et accueillir les institutions régaliennes de l'Etat et étrangères. Résultat, le territoire de la ville de Bangui s'est trouvé occupé par un immense aéroport, d'une part et d'autre part traversé par un axe administratif monumental quasiment jusqu'au PK 12, sans que soit préservé des espaces pour accueillir les nouveaux habitants. Et ceci à un moment où la population a été multipliée par dix. La conséquence concrète de ces choix d'urbanisme a été que les nouveaux habitants venant de l'intérieur du pays par le PK12 se sont trouvés bloqués à l'extrémité de cet axe administratif où ils n'avaient pas leur place, et n'ont eu d'autre choix que de déporter leur trajectoire vers des endroits plus disponibles à l'Ouest de la ville, mais en restant enclavés tout contre le nouvel aéroport. C'est ainsi que s'est constitué de manière spontanée un nouvel axe de pénétration dans la ville qui longe l'aéroport et égrène toute une série de marchés qui dessinent un chapelet de PK12 au nord et le PK 5 (voir page 13) à l'Ouest. C'est axe est celui des nouveaux entrants, il s'est dessiné de façon diffuse parallèlement à l'axe du pouvoir ( Avenue de l'Indépendance) en disposant des points relais de marchés entre le PK12 et le PK5 . Ces espaces disponibles pour les nouveaux entrants se trouvaient à l'intérieur du tracé des routes sortant de la ville. Il ne s'agissait pas véritablement d'îlots urbains mais d'îlots cernés par les diagonales de la pyramide inversée des routes dont la tête repose sur le point zéro. Pendant longtemps des constructions informelles ont rempli les territoires disponibles ; mais au fur et à mesure que les nouveaux entrants aggloméraient leurs maisons, la ville ne se construisait plus. En l'absence de voies de desserte et d'assainissement, chacun adoptait un mode de vie individuel en contradiction avec celui du voisin.

L'absence de voirie tertiaire et de liaison inter-quartiers ainsi que d'équipement public à l'intérieur de ces enclos étant aussi problématique.

## LES QUESTIONS L'ATELIER : LES POLARITÉS

*La polarité historique du centre colonial est aujourd'hui moins décisive dans le fonctionnement urbain que les centralités qui ont émergé à la périphérie et qui sont aujourd'hui les espaces les plus animés et les plus productifs de la ville.*

*Dès lors, comment et jusqu'à quel niveau faut-il renforcer ces nouvelles polarités périphériques ? Sur quels types de programmes faut-il s'appuyer (services publics, espaces publics, gares routières... ) ?*

*Faut-il redynamiser le centre « colonial » historique ? Et si oui, comment le réanimer pour qu'il redevienne un espace de tous les Banguissois ?*

*A contrario faut-il créer un nouveau centre-ville plus à l'intérieur de la ville, s'appuyant sur les polarités périphériques existantes et tourné davantage vers l'intérieur du pays ?*

*Enfin, comment densifier les grands axes nord – sud, notamment le site de l'ancien aéroport, aujourd'hui simples espaces de passage et sans aménités urbaines ?*

## 1.4. LE CONTEXTE D'UNE VILLE BLESSÉE ( OU LA PÉRIODE DE CRISE )

La ville de Bangui a ainsi subi une succession de crises, qui sont pour la moins liée à « une crise urbaine latente qui a mutée en crise politique » (Anne Burlat et Jean Bosco Abderamane<sup>1</sup>) et de cette crise urbaine qui s'est traduite par un nombre important de destruction et de déplacements (100 000 déplacés) s'est alors transformée en crise humanitaire ; cet enchaînement a abouti à une situation qui s'est propagée dans tout le pays justifiant l'intervention de la communauté internationale. Toutefois, si la violence qui resurgit, elle est dans de nombreux cas, celle d'une délinquance qui cherche à amplifier son pouvoir de nuisance dans la compétition pour le contrôle des marchés en s'appuyant sur des différences d'origine communautaires ou religieuses. Elles n'émanent pas directement de la population proprement dite.

Vu l'ampleur des destructions et le nombre des déplacés, il ne s'agit pas aujourd'hui de revenir sur les décisions d'urgence qui ont été prises par la communauté internationale, mais de constater qu'elles sont restées dans le champ de l'urgence, sans  
1 Anne Burlat et Jean Bosco Abderamane, 2017 dans "Lorsque la réponse humanitaire requiert des politiques de développement urbain La réponse humanitaire à la crise des personnes déplacées de Bangui "

résoudre les questions structurantes d'urbanisme qui se posaient et se posent encore aujourd'hui.

L'approche humanitaire visant le soulagement d'urgence s'est articulée sur des actions à court terme . Les ONG ont en effet financé la réalisation d'un grand nombre d'abris en parpaings, de 16 à 20 m<sup>2</sup> installés directement dans les quartiers détruits, au milieu des parcelles, sans toutefois que ces dernières n'aient été ni remembrées ni débarrassées de leurs ruines. Ce qui laisse l'impression que l'espace de ces quartiers est encore en suspens, et qu'il est en quelque sorte dans l'attente de quelque chose.

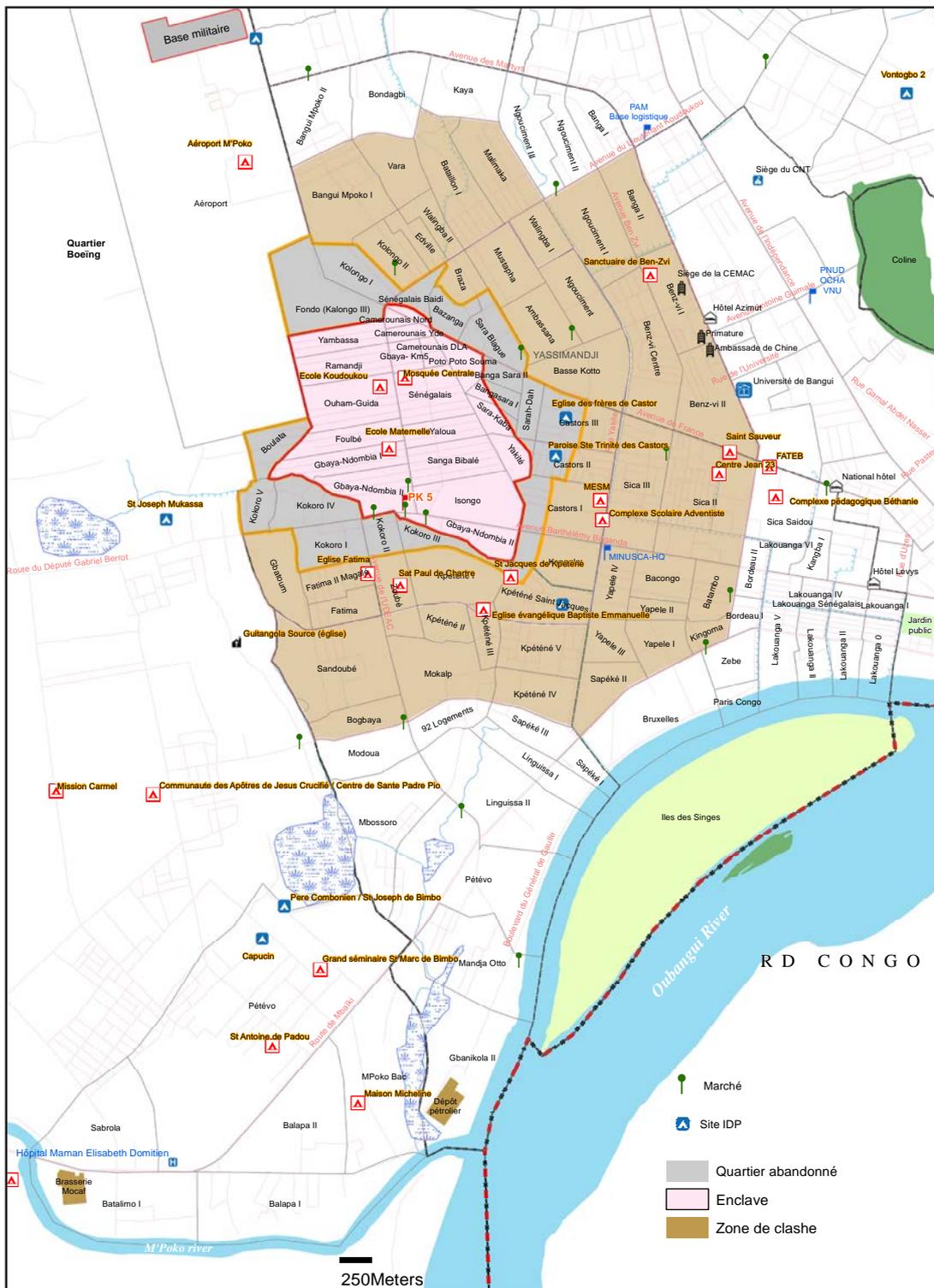
D'autres initiatives de moyen terme ont été menées :

- c'est ainsi que le travail de rénovation des drains qui protègent les quartiers des inondations se conjugue avec une organisation des travaux privilégiant une haute intensité de main d'œuvre,
- que la consolidation des réseaux d'adduction et la remise en état des bornes fontaines a interrogé la faiblesse de la pression de l'eau.
- Que le soutien au développement de comité de cohésion de quartier a permis de prendre en charge des initiatives auto organisées entre communautés.
- Que la rénovation de plusieurs marchés a permis de diversifier les investissements par des commerçants venant de communautés sans restriction d'origine et d'appartenance.

Les initiatives à l'échelle du quartier ont favorisé une revalorisation de certains espaces urbains par contre la construction dispersée et morcelée des abris ne permet pas une revalorisation des rues et des trames à l'intérieur des quartiers.



Constructions détruites à Boulat



Zones de conflit du centre-ouest banguissois Source: OCHA

Le coup d'État du 23 mars 2013 a été porté par la Séléka, agrégation de plusieurs groupes armés rebelles dont l'un des points communs des partisans est d'être musulman. Celle-ci a mis Michel Djotodja à la tête de la nation, premier président musulman dans un pays à large majorité chrétienne et animiste, sans qu'il n'ait une réelle autorité sur les factions de la Séléka, qu'il a officiellement dissoutes en septembre 2013. Pour autant, si le déterminisme confessionnel a été très utilisé pour caractériser la crise, peu de points communs rassemblent un Peul7 éleveur transhumant et un commerçant sédentaire du PK5 de Bangui.

Anne Burlat et Jean Bosco Abderamane, 2017 dans "Lorsque la réponse humanitaire requiert des politiques de développement urbain La réponse humanitaire à la crise des personnes déplacées de Bangui "

## 1.5. UNE DEMANDE DE RECOMPOSITION APRÈS LA CRISE

Succédant à la crise, la présente période dite de post crise a vocation à être provisoire. L'action humanitaire ne pose pas d'actes irréversibles comme le déplacement d'un aéroport par exemple, mais offre à de nombreux acteurs l'occasion de s'investir à nouveau dans la reconstitution du tissu social de cette ville qui est une ville attachante et aimée par ses habitants. En cela, elle continue de donner envie d'y habiter, du moins dès que les conditions de sécurité y sont rétablies.

D'ores et déjà, dans certains quartiers les jeunes sont fiers de voir que « ça balance » dans des cafés musicaux et notamment la nuit. Il y a des marchés commerçants très actifs. Ils dessinent une géographie de points de rassemblements.

Comment faire que ces rassemblements deviennent les nouveaux points de centralité de la ville. Car ce que la crise a achevé de démontrer c'est que la vie active de Bangui se localise au cœur de ces quartiers ou « kodoros » anciennement périphériques. Et que la question de la domination de la ville coloniale sur la ville africaine n'est plus le problème de Bangui. Son problème est celui de la reconnaissance et de la confirmation ainsi que la mise en réseau de ses centralités nouvelles. Comment

les identifier, les renforcer, les relier entre elles avec quels équipements, quels espaces et quelles fonctions nouvelles ? Voilà les questions qui seront ouvertes pendant la session des ateliers. Que faut-il mettre au service des « villages » pour que cette collection de lieux très fréquentés et périphériques façonne un nouveau centre de gravité fluide pour l'agglomération de Bangui ?

Mais Bangui c'est aussi une ville qui a une longue pratique de l'agriculture urbaine. Quelle est la part de cette agriculture qui doit être reconnue car la trame de Bangui est encore largement agricole. Ce lien doit être observé et préservée pour que l'alimentation des marchés et des revenus qu'elle procure soient pérennisés, mais aussi pour amplifier les qualités de vie et l'équilibre paysager qu'elle apporte. Or force est-il de constater que les parcelles maraîchères sont peu à peu urbanisées, notamment dans la zone de Boeing ce qui pose la question urgente de leur relocalisation.

L'agriculture urbaine et notamment péri-urbaine pourrait devenir la colonne vertébrale d'un processus de structuration des nouvelles lisières visant à l'apaisement des rapports sociaux et au développement des emplois. La préservation de vastes zones de maraîchage à la périphérie reliées par des pistes concentriques, et accompagnées de la construction de quelques ponts notamment dans sa partie Ouest favoriseraient l'acheminement des produits agricoles, et leurs revenus associés.

## LES QUESTIONS L'ATELIER : LES QUARTIERS ET LEURS LIENS

*Bangui se caractérise par un fonctionnement fragmenté, un assemblage de quartiers « spécialisés » et généralement introvertis, renfermés sur eux-mêmes. Cette situation héritée de l'histoire et des événements récents, met la communauté toute entière dans une impasse . Et cela pèse sur la cohésion et le sentiment d'appartenance à une même ville.*

*Dès lors, comment tisser de nouveaux liens entre les différents quartiers ? Comment sortir des mécanismes de « repli sur soi » qui ont prévalu au cours de la précédente décennie ?*

*Faut-il en priorité agir pour créer de nouvelles liaisons entre les quartiers, par exemple multiplier les franchissements des drains et/ou aménager les espaces libres situés à leur périphérie ?*

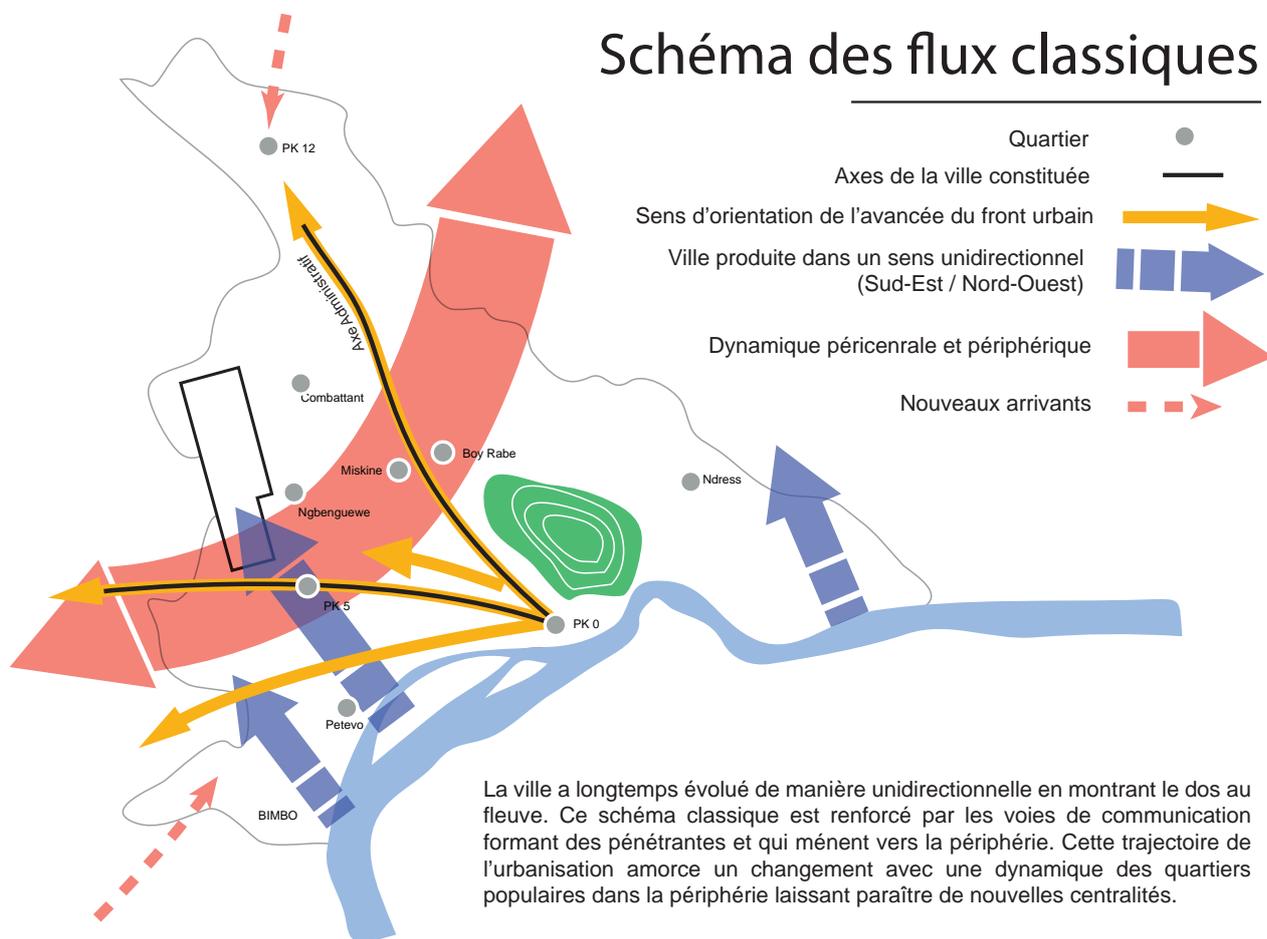
*Ou faut-il en priorité repenser leur fonctionnement interne, en ouvrant de nouvelles voiries traversantes, en repositionnant à l'extérieur certains équipements sociaux, culturels ou économiques ?*

# Schéma des lieux communs et corridors



Les lieux communs de grande et moindre importance renvoient aux espaces de transaction à savoir les marchés et carrefours de commerce. Ils dessinent de nouveaux schémas qui éliminent les paradigmes qui ont enfermé la ville sur elle-même dans une logique classique. Un corridor en forme de collier reliant ces lieux communs et les kodoros apparaît et révèle une nouvelle forme de structuration de la ville. La liaison de ces points de repère transcende l'ordinaire et donne l'opportunité de créer une nouvelle pénétrante : un axe commercial populaire dynamique excentré à gauche.

# Schéma des flux classiques



La ville a longtemps évolué de manière unidirectionnelle en montrant le dos au fleuve. Ce schéma classique est renforcé par les voies de communication formant des pénétrantes et qui mènent vers la périphérie. Cette trajectoire de l'urbanisation amorce un changement avec une dynamique des quartiers populaires dans la périphérie laissant paraître de nouvelles centralités.

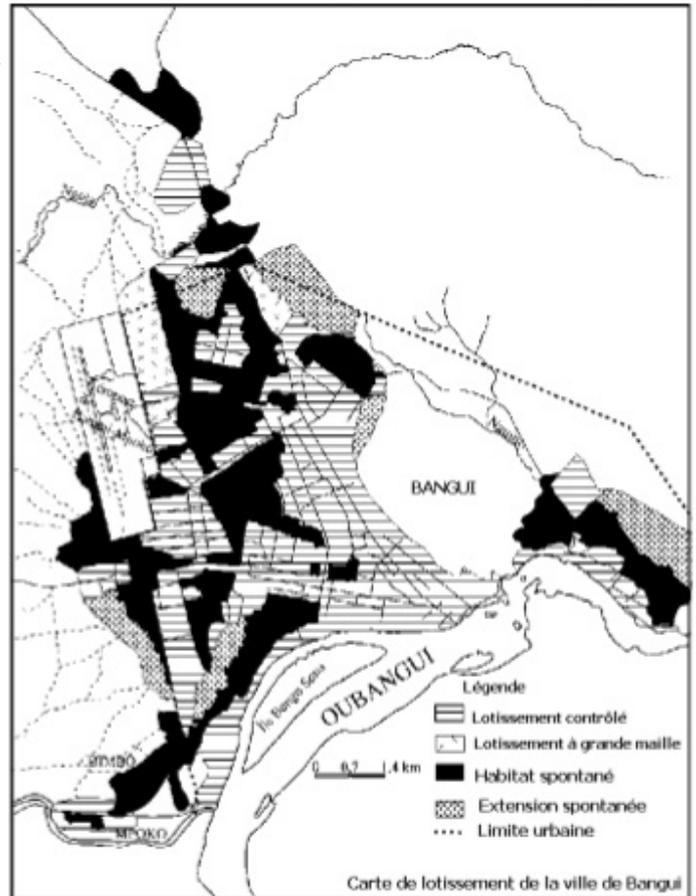
# LES DEFIS A RELEVIER

## 2.1. UNE VILLE À DÉCLOISONNER

Les quartiers donnent l'impression d'être fermés sur eux-mêmes, il est difficile d'y pénétrer par manque de voirie tertiaire. Les quartiers populaires traditionnels, qui forment donc l'essentiel de la ville, sont marqués par ce manque d'organisation et la rareté de voies de communication structurantes. L'absence d'un réseau complet de rues ou de pistes a encouragé un développement informel de l'habitat (F. Villien et al, 1990).

Ce cloisonnement entre grands îlots fait système. Il n'appartient pas aux habitants de surmonter ce clivage individuellement et de leur seule initiative. Cette action relève des pouvoirs publics même si les habitants peuvent y contribuer. Identifier les facteurs de cohésion sociale est également un des objectifs du travail des ONG. Mettre en relation cette connaissance et ces apports d'enquête avec des éléments relevant de l'aménagement et de l'urbanisme sera un des enjeux fort du travail qui sera demandé aux participants pendant la session. Par exemple les drains qui divisent les quartiers car les passerelles sont peu nombreuses peuvent aussi devenir des liens avec des aménagements d'accompagnement adaptés aux besoins.

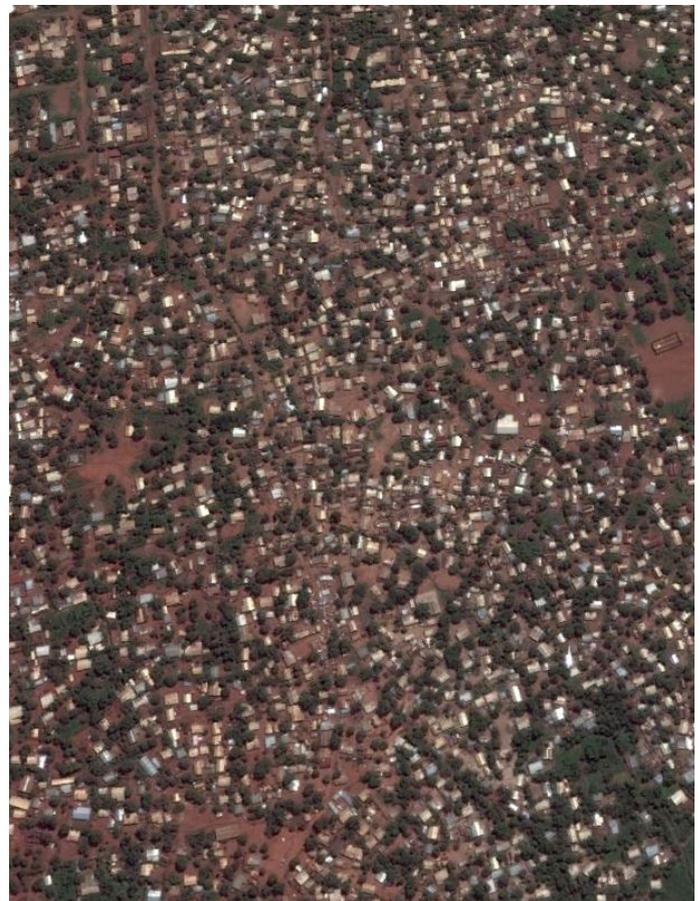
Le remembrement de parcelles peut être l'occasion de créer des points de rencontre grâce à l'organisation d'espaces publics pour reconnecter les centralités entre elles. L'espace public devrait jouer un rôle important dans ce schéma d'articulation. Le défi est de rendre une ville fonctionnelle à travers la mobilité des dessertes à l'intérieur des quartiers mais aussi entre eux



Carte : Lotissement de la ville de Bangui  
Extrait de l'article BANGUI EST-IL NOTRE AVENIR?

“26

juin 1889-26 juin 2010: Cent vingt et un ans.”



Quartier spontané, Lakouanga (Bangui)

Source : Google Earth Pro, 2016

## DE NOUVELLES LIAISONS À TROUVER POUR UNE MEILLEURE FONCTIONNALITÉ DE LA VILLE

L'anarchisme de l'occupation du sol soumet en outre les quartiers populaires à des formes de vulnérabilité d'ordre physique (inondations urbaines) et socio-économique (absence d'eau potable et des services d'assainissement, zones de cultures péri-urbaines etc.).

La trame urbaine actuelle de Bangui est incohérente du fait qu'y alternent des quartiers non lotis ou populaires, en majorité implantés (67% de l'aire urbaine), et des quartiers lotis ou dotés d'infrastructures (réseau d'eau, de drainage des eaux pluviales, électricité etc.). Les carences des aménagements à l'échelle urbaine, et particulièrement dans les quartiers à développement spontané, qui constitueraient les deux tiers de l'espace urbain avec 44,6 km<sup>2</sup>, en sont la cause. L'absence d'infrastructures urbaines n'a fait que marginaliser davantage les quartiers périphériques et retarder leur intégration dans un processus global de développement urbain.

Cyriaque-Rufin Nguimalet, 2007 dans « Population et croissance spatiale : diagnostic et implications pour une gestion urbaine de Bangui (République centrafricaine) ».



*Requalifier les entrées de quartiers encore inexploités*



*Créer de nouveaux liens entre les quartiers en s'appuyant sur les drains*

## 2.2. UNE VILLE À DÉSSERER

Bangui, ne laisse pas indifférent le visiteur. Si les villes ont des symboles forts qui ordonnent la vie, tel n'est pas le cas pour Bangui. La place du Cinquantenaire est située en marge des quartiers populaires, par contre la place du Président Omar Mbongo (parfois nommé Place de la Colombe) au bout de l'ancien aéroport situé à la croisée du collier des Kodoros qui ponctuent la rocade ne désemplit pas. S'il est un lieu hautement symbolique à renforcer c'est bien ce qui se situe autour de cette place. Mais il en est d'autres. Autant les Kodoros sont tournés vers le centre autant ils offrent un point d'appui pour structurer les expansions futures de la ville de Bangui notamment vers la plaine à l'ouest de l'aéroport.

Cette informalité dans la ville construite à partir du désordre laisse apparaître un nouvel ordre qui a une logique réelle qu'il faut comprendre et optimiser. L'enjeu est de laisser agir la nouvelle géométrie des polarités de la ville et de l'optimiser à court et à moyen terme.

La présence de l'autorité publique si elle s'appuie sur les dynamiques internes de la ville populaire sera non seulement acceptée mais sollicitée et appuyée. L'espace public sera le véhicule de cette transformation en ne s'opposant plus aux mouvements économiques profonds de la ville sera renforcé par eux.

## LES QUESTIONS L'ATELIER : LE LIEN NÉCESSAIRE À ÉTABLIR ENTRE L'AMÉNAGEMENT DES CENTRALITÉS EXISTANTES ET LE GRAND TERRITOIRE

*Le territoire naturel d'expansion de la ville de Bangui se situe à l'ouest d'un axe PK12 -Bimbo derrière l'aéroport Mpoko.*

*Comment intégrer des préoccupations d'organisation de long terme de ce territoire au développement des centralités périphériques existantes ?*

*Dès lors comment penser et organiser les liens entre les centralités périphériques existantes et les quartiers les plus lointains ?*

*Faut-il s'efforcer de les raccrocher aux centralités périphériques ou au contraire faut-il créer des ceintures vertes qui contiennent l'étalement urbain et/ou créer des centralités secondaires en grande périphérie ?*



*Des checkpoints comme symbole de la ville*



*La place Omar Bongo, dite de la Colombe*



*La place du Cinquantenaire, un espace délaissé*



## 2.3. LES LISIÈRES AGRICOLES SOURCES D'URBANITÉ

La beauté de la géographie de Bangui frappe ceux qui la découvrent pour la première fois. La trilogie collines, fleuve et drains, éléments de cette géographie est très présente dans la stratégie d'aménagement de la ville. Ainsi le reboisement de la colline (par une ONG d'origine allemande) sert à éviter les inondations des espaces urbanisés du centre en empêchant le ruissellement des eaux de pluies qui la ravinaient lorsqu'elle était déboisée. De la même façon les terrains anciennement agricoles, font la trame de l'urbanité de la ville contemporaine. Certaines de ces parcelles ont gardé leur vocation agricole et contribuent à l'alimentation de la ville et aux revenus des familles. Pour que ce modèle économique puisse perdurer il est important que tous les terrains agricoles ne soient pas transformés en terrain à bâtir. Or c'est un phénomène que l'on a pu constater le long de la limite ouest de l'aéroport où les terrains maraîchers sont en voie d'urbanisation. C'est la raison pour laquelle on peut observer qu'une nouvelle pression foncière s'est installée du côté de la plaine agricole située à l'ouest de Bangui, de l'autre côté de l'aéroport.

Celle-ci annonce les prémises d'un mouvement puissant d'urbanisation que l'on peut déjà ressentir en visitant l'opération de promotion immobilière dite "les maisons du Maroc" (financé par l'État marocain). Ces ferments de la ville future ont néanmoins besoin d'être organisés à la bonne échelle ; c'est-à-dire à l'échelle du territoire dans une vision globale de Bimbo au PK12. Car l'expansion de

cette aire de développement permettra de desserrer la pression de la sur-densité des quartiers existant contraints par l'aéroport. Il y a un lien à établir entre la réflexion sur l'organisation des centralités périphériques existantes et le lien de celles-ci avec le grand territoire. Il est impossible en effet de penser l'un sans l'autre ; sauf à vouloir reproduire, à nouveau, le repli sur une vision de la ville déconnectée de la vitalité de ses habitants. L'articulation de cette zone naturelle d'expansion aux centralités existantes permettra tout à la fois de consolider ces dernières, tout en leur donnant de nouvelles perspectives de développement en relation avec le fonctionnement de la ville future. En confortant et en consolidant les centralités, aujourd'hui périphériques, mais demain gravitaires et centrales à l'échelle de l'agglomération, les ateliers devront ouvrir des perspectives dans un temps maîtrise mais sans hypothéquer l'avenir. L'un des risques majeurs pour Bangui serait, en effet, de perdre sa capacité à valoriser son potentiel paysager à long terme si dans le même temps elle n'articulait pas ses projets concernant la ville existante à son grand territoire.

Si les drains sont également des éléments du paysage qui fonctionnent comme des frontières, leur fonction première est d'assurer l'écoulement des eaux dans la ville afin d'éviter les inondations. Ils peuvent recevoir d'autres fonctionnalités, comme celle de contribuer à une ouverture culturelle dont les rivages de l'Oubangui pourraient être le support à l'échelle de toute la population. En d'autres termes, de faire des drains des supports pour de nouvelles liaisons physiques culturelles sociétales paysagères. Faire profiter des emprises « importantes » libérées autour des drains.



*Créer une dynamique autour du fleuve de jour comme de nuit*

# MÉTHODOLOGIE : S'APPUYER SUR LES HABITANTS POUR SOUTENIR UNE VISION D'ENSEMBLE

Bangui, avec plus d'un million d'habitants, a un potentiel humain qui reste encore inexploité. Il faut noter que depuis 2016, une prise de conscience de cette nécessité de vivre ensemble s'est installée. Et qu'aujourd'hui, il est impératif de bâtir le développement autour de la société civile, acteur incontournable pour le redressement de la ville.

À cet effet, l'un des défis de cet atelier est de remonter le niveau de pertinence des Collectivités locales à l'instar des institutions en leur offrant une meilleure visibilité sur la base des actions qu'ils pourront mener. À travers des ateliers participatifs, les acteurs locaux vont émettre des idées à partir de réflexions collectives pour donner une meilleure position à la collectivité locale dans la gestion de la ville.

En dehors, des pouvoirs locaux, la population et particulièrement la jeunesse a un rôle à jouer pour changer les paradigmes de cette ville qui manque d'inspiration. Ainsi, la démarche consiste à organiser des enquêtes dans les écoles pour s'appuyer sur ces éléments et identifier les besoins (équipements, parcours, espace privilégié, activités culturelles, etc.). Il s'agit entre autre de faire jaillir des idées innovantes qui vont aider ou impacter sur le travail des participants de l'atelier.

Le but est de créer une vision d'ensemble avec les pouvoirs locaux et citoyens à travers des ateliers participatifs et enquêtes. Cette vision commune sera l'occasion de donner la voix aux populations pour qu'ils puissent penser eux même leur territoire et l'exprimer.

La ville se reconstruit et se reconfigure suivant des pratiques des populations. Des pratiques liées à la mobilité, à l'économie informelle, etc. qui font apparaître une nouvelle vision de l'espace à travers les lieux communs. Il s'agira pour les différents acteurs de partir de ces lieux communs pour recréer une dynamique et des liens dans la ville.

## INTÉGRER LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'atelier est un processus long qui s'organise en différentes étapes de concertation et de travail collaboratif dès l'amont de l'arrivée des participants. Il vise à produire une vision collective des fonctions urbaines à redéployer après les destructions du tissu social et urbain qui sont intervenues pendant et après les conflits. Les participants seront appelés à faire des propositions qui fassent émerger les conditions d'une organisation urbaine pour un équilibre social retrouvé et d'un développement économique partagé.

L'atelier lui-même propose des stratégies illustrées et déclinées à différentes échelles. Il ne pourra être qu'une étape dans le lancement d'une dynamique pour la ville de demain. Seule l'implication des acteurs locaux, mais aussi le soutien des partenaires internationaux à la démarche initiée, participera à faire de cette vision commune une réalité qui se construira progressivement. L'atelier qui s'annonce devra intégrer dans sa préparation, ce contexte particulier de post-crise évoqué plus avant dans ce document. Cela se fera dans un premier temps au travers du soin pris à la constitution du Comité des partenaires et la diversité des acteurs mobilisés.

Il s'agira également dans un second temps, d'y associer un travail spécifique permettant de relayer un « regard de la société civile ». Cette contribution se bâtira en amont de l'atelier, avec l'aide du Comité des partenaires, autour de groupes d'expression à partir des associations de quartier, et d'animations. L'objectif sera d'enrichir les réflexions des participants, de réalités quotidiennes des habitants, et d'associer les habitants à une démarche de dialogue propice à favoriser les initiatives qui naîtront après l'atelier.

# LE SUJET DE L'ATELIER

L'atelier vise à produire une vision collective des fonctions urbaines à redéployer après les destructions du tissu social et urbain qui sont intervenues pendant et après les conflits.

**Les participants seront appelés à faire des propositions qui fassent émerger les conditions d'une organisation urbaine pour un équilibre social retrouvé et d'un développement économique partagé.**

L'atelier est un processus long qui s'organise en différentes étapes de concertation et de travail collaboratif. Une première mission exploratoire a été réalisée en juillet 2017 et deux missions auront lieu en 2018 avec pour objectif de rencontrer les acteurs et la société civile.

Par cette approche, l'objectif de l'Atelier sera d'élaborer et de construire, avec les autorités publiques et l'ensemble des acteurs locaux, une vision partagée de la ville, qui agrège toutes les dimensions qui font le Bangui d'aujourd'hui et qui constituent les ressources pour construire le Bangui de demain.

Les participants auront donc à concilier, au sein d'une même approche :

- d'une part une réflexion sur les façons de bien articuler la grande échelle, celle de l'ensemble de la ville agglomérée, avec les échelles de la proximité, celles des différents quartiers qui composent Bangui

- d'autre part de faire dialoguer l'identité singulière de « grand village » qui caractérise Bangui avec les impératifs d'une meilleure cohésion sociale entre tous les habitants, dans le respect des différentes identités

Il ne s'agit donc ni d'élaborer un document technique de type plan directeur d'aménagement et d'urbanisme, ni de chercher à figer un périmètre de projet ou de fixer des limites à la ville.

Plusieurs approches et questionnements devront être abordés pour apporter des réponses à cette question centrale de l'élaboration et la formalisation d'une vision partagée de Bangui, qui soit en capacité de dépasser les antagonismes communautaires et de rassembler les énergies autour d'un destin commun et productif.

## LES POLARITÉS

La polarité historique du centre colonial est aujourd'hui moins décisive dans le fonctionnement urbain que les centralités qui ont émergé à la périphérie et qui sont aujourd'hui les espaces les plus animés et les plus productifs de la ville.

Dès lors, comment et jusqu'à quel niveau faut-il renforcer ces nouvelles polarités périphériques ? Sur quels types de programmes faut-il s'appuyer (services publics, espaces publics, gares routières...)?

Faut-il redynamiser le centre « colonial » historique ? Et si oui, comment le réanimer pour qu'il redevienne un espace de tous les Banguisois ?

A contrario faut-il créer un nouveau centre-ville plus à l'intérieur de la ville, s'appuyant sur les polarités périphériques existantes et tourné davantage vers l'intérieur du pays ?

Enfin, comment densifier les grands axes nord – sud, notamment le site de l'ancien aéroport, aujourd'hui simples espaces de passage et sans aménités urbaines ?

## LES QUARTIERS ET LEURS LIENS

Bangui se caractérise par un fonctionnement fragmenté, un assemblage de quartiers « spécialisés » et généralement introvertis, renfermés sur eux-mêmes. Cette situation héritée de l'histoire et des événements récents, met la communauté toute entière dans une impasse . Et cela pèse sur la cohésion et le sentiment d'appartenance à une même ville.

Dès lors, comment tisser de nouveaux liens entre les différents quartiers ? Comment sortir des mécanismes de « repli sur soi » qui ont prévalu au cours de la précédente décennie ?

Faut-il en priorité agir pour créer de nouvelles liaisons entre les quartiers, par exemple multiplier les franchissements des drains et/ou aménager les espaces libres situés à leur périphérie ?

Ou faut-il en priorité repenser leur fonctionnement interne, en ouvrant de nouvelles voiries traversantes, en repositionnant à l'extérieur certains équipements sociaux, culturels ou économiques ?

## LE LIEN NÉCESSAIRE À ÉTABLIR ENTRE L'AMÉNAGEMENT DES CENTRALITÉS EXISTANTES ET LE GRAND TERRITOIRE

Le territoire naturel d'expansion de la ville de Bangui se situe à l'ouest d'un axe PK12 -Bimbo derrière l'aéroport Mpoko.

Comment intégrer des préoccupations d'organisation de long terme de ce territoire au développement des centralités périphériques existantes ?

Dès lors comment penser et organiser les liens entre les centralités périphériques existantes et les quartiers les plus lointains ?

Faut-il s'efforcer de les raccrocher aux centralités périphériques ou au contraire faut-il créer des ceintures vertes qui contiennent l'étalement urbain et/ou créer des centralités secondaires en grande périphérie ?

## RECHERCHER DE NOUVELLES CONTRIBUTIONS, DE NOUVEAUX APPORTS.

Bangui souffre aujourd'hui de la faible présence des autorités publiques légitimes pour assurer sa gestion et le bon fonctionnement des espaces publics. L'Atelier de maîtrise d'œuvre urbaine est une opportunité pour créer une association entre les dynamiques individuelles et une dynamique collective qui serait ajustée au mouvement profond de la société civile.

Dès lors, comment formaliser et exprimer cette vision commune et partagée de Bangui, dépassant les oppositions entre l'individuel et le collectif et entre les différents collectifs entre eux ? Avec quels autres supports que la carte et le plan ?

Comment faire vivre la réflexion après les Ateliers ?

Comment continuer à associer l'ensemble des acteurs et forces vives de la ville et « in fine » comment reconstituer des réseaux non partisans, qui dépassent les clivages communautaires ?

# FORMAT ET CALENDRIER DE L'ATELIER

L'atelier sera organisé selon la méthode originale des Ateliers, qui consiste à réunir 12 professionnels de pays et métiers différents pendant 10 jours.

Les premiers jours sont consacrés à des rencontres et des visites. Au cours de la cérémonie d'ouverture, les autorités locales ont l'occasion d'exprimer directement aux participants leur appréhension du sujet et leurs attentes particulières. Ensuite l'équipe de pilotage annonce la composition des équipes, qui commencent les travaux de groupe, sans ordinateurs. Au bout de trois jours a lieu le forum d'échange, moment essentiel de l'atelier, pendant lequel les équipes présentent leurs analyses et premiers éléments de projets aux autres équipes et à un comité local qui réagit librement aux exposés. La deuxième semaine, les équipes finalisent leur production, avec ordinateurs cette fois, en vue de leur production écrite et de la présentation lors d'une présentation finale qui clos la session.

## PROGRAMME DE TRAVAIL PRÉVISIONNEL

Ce programme est indicatif. Il pourra être adapté en fonction du calendrier local.

Vendredi 29 juin	Arrivée des participants à Bangui. Visite et dîner de bienvenue.
Samedi 30 juin	Visite de la ville en groupes et rencontres avec acteurs locaux
Dimanche 1 Juillet	Conférences introductives et rencontres avec les acteurs locaux. Visite en bus de la ville et du territoire élargi. Cérémonie d'ouverture officielle de l'atelier Constitution des équipes.
Lundi 2 Juillet à Mercredi 4 juillet	Travail en ateliers.
Jeudi 5 Juillet	Forum d'échange avec les partenaires et acteurs locaux. Travail en équipes
Vendredi 6 Juillet à dimanche 8 Juillet	Travail en ateliers
Lundi 9 Juillet	Présentation Finale

# ETRE PARTICIPANT DE L'ATELIER A BANGUI DU 29 JUIN AU 10 JUILLET 2018

Cet atelier s'adresse aux professionnels de tout âge et de toute nationalité, pratiquant un métier ou ayant une expérience en lien avec l'aménagement urbain. Toutes les disciplines sont bienvenues : architectes, sociologue, géographes, paysagistes, ingénieurs, économistes, artistes. Il est indispensable de bien maîtriser le français.

Les participants seront hébergés à Bangui et travailleront dans des locaux mis à disposition. Un document présentant le contexte et les projets en cours est en cours d'élaboration, ainsi qu'un fonds documentaire avec les cartes nécessaires. Les participants ne sont pas rémunérés, mais les frais suivants sont pris en charge : frais de voyage (dans une limite raisonnable), hébergement, restauration, visites et matériel de travail.

La sélection des 12 participants est faite par l'équipe de pilotage de l'atelier sur la base des capacités professionnelles des candidats, de leur expérience de thèmes similaires, de leur approche du sujet, de leurs facilités à communiquer (langues, expressions graphiques) et de leur motivation !

Pour présenter votre candidature, merci d'envoyer par email au plus tard le 15 avril à l'adresse [Bangui@ateliers.org](mailto:Bangui@ateliers.org) les éléments suivants :

- Fiche de candidature complétée ( reproduite ci-après et téléchargeable en fichier éditable à l'adresse <https://www.ateliers.org/fr/workshops/214/> ). Nom du fichier : NOM\_prenom

- CV en 1 page. Nom du fichier : NOM\_prenom\_CV

- Note d'une ou deux pages dans laquelle vous expliquez la nature de votre intérêt à participer, et les compétences/expériences que vous pouvez mettre à profit. Nom du fichier : NOM\_prenom\_Note.

Les résultats de la sélection seront annoncés environ deux semaines plus tard.

# FICHE D'INSCRIPTION BANGUI 2018

Photo

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Date de naissance : \_\_\_\_\_ Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse postale : \_\_\_\_\_

Email : \_\_\_\_\_ Tél Portable : \_\_\_\_\_

Personne à contacter en cas de problème : \_\_\_\_\_ Tél: \_\_\_\_\_

Diplôme: \_\_\_\_\_

Situation actuelle: \_\_\_\_\_

Participation à d'autres travaux collectifs: \_\_\_\_\_

Comment avez-vous connu Les Ateliers?

Ancien participant	
Amis/collègues	
Université/professeurs	
Internet	
Autre (merci de préciser)	

## COMPÉTENCES (de 0 : nul à 4 : maîtrise)

LANGUES	0	1	2	3	4
Français					
Anglais					
Autre (préciser)					

EXPRESSION	0	1	2	3	4
Dessin à la main					
Dessin à l'ordinateur					
Logiciel Indesign					
Présentation orale/écrite					
Travail en équipe					

COMPETENCES SPECIFIQUES	0	1	2	3	4
Agronomie					
Développement rural					
Design					
Environnement					
Planification urbaine/territoriale					
Paysagisme					
Autres (préciser)					

DÉCRIVEZ-VOUS EN 80 MOTS